Grain de Sable n° 557

19 juillet 2006

LE COMBAT POUR UNE DEMOCRATIE ECOLOGIQUE

1.- VANDANA SHIVA : LE COMBAT POUR UNE DEMOCRATIE ECOLOGIQUE

Née en Inde en 1952, physicienne, écrivain, docteur en philosophie des sciences et éco-féministe, Vandana Shiva est lauréate du prix Nobel alternatif 1993. Elle lutte contre le brevetage du vivant et la bio-piraterie, c'est-à-dire l'appropriation par les firmes agrochimiques des ressources universelles, notamment les semences. En 1987, elle crée Navdanya, une ONG indienne qui défend et lutte pour la biodiversité et l'autosuffisance des paysans par l'agriculture traditionnelle.

Interview réalisée par ATTAC 45 le 14 mai 2006 à Orléans, dans le cadre du procès en appel des faucheurs volontaires d'OGM.
Extrait de la Lettre d'Attac 45 n°37-38 (été 2006) :
http://www.local.attac.org/attac45/IMG/pdf/Lettre_37-38.pdf

2. CARTON ROUGE POUR LE G8

Qui peut sérieusement affirmer que le dernier sommet du G8, qui vient de s'achever à Saint-Pétersbourg (Russie), aura été utile ? « Sans avancée notable », ce « G8 sans ampleur » (dixit la presse) est momentanément impuissant et disqualifié.

Damien Millet est président du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org). Eric Toussaint est président du CADTM Belgique.

3. POUR UNE INFORMATION ET DES MEDIAS PLURALISTES

Nous en appelons à tous les citoyens attachés à une information indépendante et pluraliste, aux journalistes, créateurs et salariés des médias, aux acteurs des médias associatifs, aux intermittents et précaires de tous les métiers de l'information et de la culture, aux militants et responsables des mouvements syndicaux, associatifs et politiques, aux mouvements d'éducation populaire, à toutes celles et à toux ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles...

Pour que se tiennent, localement et nationalement, des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes.
http://www.etats-generaux-medias.org

1.- VANDANA SHIVA : LE COMBAT POUR UNE DEMOCRATIE ECOLOGIQUE

Née en Inde en 1952, physicienne, écrivain, docteur en philosophie des sciences et éco-féministe, Vandana Shiva est lauréate du prix Nobel alternatif 1993. Elle lutte contre le brevetage du vivant et la bio-piraterie, c'est-à-dire l'appropriation par les firmes agrochimiques des ressources universelles, notamment les semences. En 1987, elle crée Navdanya, une ONG indienne qui défend et lutte pour la biodiversité et l'autosuffisance des paysans par l'agriculture traditionnelle.

- ***Vandana Shiva, pourquoi soutenez-vous les faucheurs volontaires ?***

Je suis venue soutenir les faucheurs parce qu'ils font exactement ce que nous faisons chez nous, d'une manière différente. Nous essayons, nous aussi, de soustraire notre agriculture à la domination des multinationales, à la contamination par les organismes génétiquement modifiés, aux monopoles que l'ingénierie génétique impose. En fait, j'entreprends actuellement un pèlerinage à travers les régions dans lesquelles les OGM ont poussé les paysans au suicide à cause de coûts très élevés, d'importants taux d'échec et de dettes énormes. Et j'estime que mon passage ici est simplement une étape parmi d'autres de ce pèlerinage.

- ***Quel est l'objectif de l'association Navdanya ?***

J'ai lancé Navdanya en 1987 quand j'ai compris ce que les multinationales attendaient du GATT, puis, lors de l'Uruguay Round, de la création de l'OMC[1]. Elles exigeaient le droit de breveter les semences et de vendre des OGM sans entrave. Naturellement, pour cela, elles avaient besoin d'accords de libre-échange. Rapidement, j'ai pu voir que ce qu'elles souhaitaient, c'était un contrôle absolu sur la Vie elle-même. Et ce totalitarisme était inacceptable à mes yeux.

Donc, je suis rentrée chez moi, et j'ai commencé à sauver des graines. Le mouvement qui est né de cela, Navdanya, signifie " neuf graines "[2]. Nous avons créé environ trente banques de semences coopératives, grâce auxquelles nous disposons de ressources communes, que les paysans peuvent utiliser selon leurs besoins. Ce sont ces ressources que nous distribuons au cours de ce g pèlerinage des semences h que je suis en train d faccomplir ; et ce sont les mêmes qui ont fourni des variétés de riz résistantes aux vers afin que les paysans touchés par le tsunami puissent avoir de quoi se nourrir. Nous avons sauvé probablement 7 ou 8 000 variétés de riz ; nous en cultivons 380 sur la ferme de Dehra Dun, qui est gérée par Navdanya.

Nous sommes plus de 200 000 paysans à travailler ensemble. Et c'est vraiment très satisfaisant qu'un tel mouvement, né d'une résistance à une domination, soit devenu une très belle et florissante alternative ! Commencer en sauvant des graines, poursuivre par l'agriculture biologique, afin que les paysans n'aient pas à acheter de coûteux engrais et produits chimiques... Une fois que les paysans sont devenus des paysans bio, ils ressentent le besoin d'avoir leur propre marché. Les paysans bio sont les seuls à ne pas souffrir du déclin des prix. Parce que, partout où les multinationales contrôlent l'agriculture, les deux choses qu'elles font sont augmenter les coûts de production, dans le but de créer de nouveaux marchés de semences et de produits chimiques ; et diminuer les prix des produits agricoles, afin d'accroître leur profit. Les paysans sont pris au piège. Mais, partout où Navdanya travaille, il n'y a pas de dette, ni de suicide. Les revenus sont multipliés par 3, parfois 5. La productivité a augmenté. Et nous avons été en mesure de montrer que le savoir-faire des paysans peut être à la base d'une augmentation de la quantité de nourriture produite.

- ***Comment expliquez-vous cette augmentation des suicides dans le monde agricole indien ?***

Le premier suicide d'agriculteur a eu lieu en 1997, dans une région de culture du coton (Warangal District, Etat d'Andhar Pradesh). En fait, on n'y faisait pas de coton auparavant : elle a été convertie en une seule saison ; avec l'aide d'un investissement massif de Monsanto, qui avait acheté

---

[1] L'Organisation Mondiale du Commerce succède au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1995.

[2] Selon une tradition qui consiste pour chaque famille à planter 9 graines dans un pot le 1er jour de l'année ; 9 jours plus tard, on compare les résultats et on choisit de planter dans les champs celles qui ont le mieux poussé.

Mahyco, la plus grande compagnie indienne de semences. Au début, la région utilisait des graines hybrides. Mais, à peine deux années plus tard, ils sont passés aux graines de coton Bt[3]. Après avoir détruit les réserves de graines locales, ils ont rendu les producteurs de coton dépendants des leurs… qui sont très chers ! Par ailleurs, les graines ne sont pas testées et, donc, les paysans échouent fréquemment. En plus de cela, ils ont besoin d'irrigation, de produits chimiques. Tout cela pousse très rapidement un agriculteur à un endettement irréversible. Et, bien sûr, les dettes signifient qu'un jour, le créancier vient frapper à la porte, et dit “ tu dois rembourser tes dettes ou abandonner ta terre ”.

Pour les paysans indiens – 70% de la population indienne – la terre est l'unique ressource, mais surtout, elle est une Mère. Ces paysans n'étaient jamais passés par une telle épreuve ; même au pire moment de leur pauvreté, ils n'avaient jamais été entraînés dans le piège de la dette par la recherche de revenus plus élevés. Et le choc de savoir qu'ils ne pourront pas s'en sortir les conduit à accomplir ce geste de désespoir, généralement en avalant des pesticides. Pour mettre fin à leurs jours. Nos études montrent que 90% des suicides se font de cette manière ; et au cours de la saison dernière, dans l'Etat du Maharash, 90% des suicides concernaient des producteurs de coton Bt.

J'appelle ces suicides un génocide. 40 000 paysans ont mis fin à leurs jours. Ce ne sont pas des accidents, des “ conséquences ” imprévisibles. Ce sont les conséquences tout à fait prévisibles d'une politique génocidaire menée par l'OMC, par tous les Monsanto du monde, et appliquée selon les systèmes nationaux, conçus pour appauvrir et détruire les petits paysans. L'OMC a une seule et unique intention : passer d'une agriculture basée sur des exploitations paysannes de petite taille à une agriculture produite par les grosses exploitations de l'agro-business. Par conséquent, la destruction et la mort des petits paysans font partie de ce projet.

- ***Navdanya fait partie du réseau paysan international Via Campesina. Quel est le lien entre toutes ces luttes, à travers le monde ?***

Je crois que la mondialisation de l'agriculture, avec ses programmes de libéralisation du commerce et des exportations, et, dans un contexte de subventions gigantesques, de libéralisation, de généralisation du dumping, de génétique et de brevetage des semences, constitue une combinaison qui oblige les paysans à chercher d'autres façons de poursuivre leur activité agricole. Et l'objet de cette quête est la souveraineté alimentaire. Etant donné que les lois qui s'imposent aux agriculteurs et les multinationales qui leur volent leur liberté sont les mêmes partout, tôt ou tard, les mouvements se rejoignent. Quand j'ai commencé à combattre le GATT, puis l'OMC, j'ai cherché des gens qui s'interrogeaient sur l'ingénierie génétique. A cette époque, nous étions cinq à nous soucier des brevets sur la Vie ! Puis, au fur et à mesure, notre nombre a augmenté : nous nous sommes mis à parler avec d'autres mouvements, des associations ordinaires qui n'avaient pas la moindre idée de ce qui se passait dans le cadre de l'OMC. J'ai organisé des formations pour les associations de paysans indiens... Et quand Via Campesina s'est créée, ils sont venus me voir et j'ai répondu “ non, je ne suis pas agricultrice à temps plein, seulement à temps partiel... je vais désigner des organisations de paysans indiennes ”, qui rejoignirent le mouvement.

Mais chaque jour et partout, les agriculteurs font face aux même menaces que sont les monopoles sur les semences, la distorsion des prix et un système d'agriculture non durable. Le moyen de résister, c'est : “ reste sur ta terre, défends ton patrimoine et ta souveraineté alimentaire, ta souveraineté sur les graines ”. Et, partout dans le monde, ce sera l'avenir de l'agriculture. Nous sommes véritablement dans un contexte d'opposition entre, d'une part, les exploitations de l'agro-business, immenses, soutenues par chacune des règles de commerce et chacune des politiques de chacun des gouvernements, qui disent des mensonges, qui détournent la science, qui manipulent les prix ; et d'autre part, un ensemble de gens honnêtes qui produisent à leur manière de la nourriture de qualité pour leurs concitoyens.

---

[3]Forme de coton génétiquement modifié (dans le génome duquel on a incorporé un gène issu d'un micro-organisme naturel, le *Bacillus thuringiensis* – d'où le terme Bt – qui permet au coton de produire une protéine toxique pour une larve de papillon).

Je fais profondément confiance à la force de la Vie. Et je crois que, aussi petits que puissent être les paysans, et quelle que soit la façon dont les sociétés ont marginalisé leur propre communauté agricole, nous allons bientôt assister à l'émergence d'un mouvement massif de petits paysans, à travers le monde. J'ai la profonde conviction que la prochaine décennie sera celle de l'alimentation et de l'agriculture.

- ***Vous avez développé la notion de " démocratie de la Terre " (Earth democracy). Qu'entendez-vous par là ?***

J'ai toujours considéré mon engagement dans les questions environnementales comme une mise en pratique de la démocratie écologique. De plus en plus, cette démocratie de la Terre a pris la forme d'actions visant à sauvegarder cinq libertés, qui sont les piliers de notre démocratie de la Terre : la souveraineté sur les semences, les droits démocratiques à l'eau et l'alimentation, à la terre et aux forêts. Pour moi, la démocratie de la Terre signifie avant tout reconnaître que la Terre est pour tous les êtres vivants. C'est reconnaître, ensuite, qu'elle n'est pas façonnée par des hommes politiques qui viennent chez vous avec des discours, vous mettent un coup de pied aux fesses, puis qui s'en vont travailler pour Monsanto... La démocratie concerne la Vie sur Terre, et doit donc être façonnée par les populations dans leur vie de tous les jours. Quoi que puissent faire les gouvernements ou les multinationales, ils ne peuvent pas nous forcer à manger comme ils le souhaitent, à accepter la marchandisation de l'eau, l'appropriation de la Vie elle-même. Ce sont des violations trop flagrantes de tous les principes écologiques, des droits de l'homme, de la démocratie, de la justice.

- ***Depuis six ans, des femmes du Kerala sont en lutte contre Coca-Cola[4]. Pouvez-vous nous en des nouvelles ?***

Un des plus importants mouvements s'est mis en place il y a quelques années, en 2002. Tout est parti d'une femme appelée Mylamma , dans le petit village de Plachimada, dans le Kerala. Ils m'ont demandé de les rejoindre après une année de lutte. Alors, je suis venue, et j'ai trouvé ce minuscule village, ce minuscule groupe de femmes, face à 500 policiers, et je me suis dit " il faut que je travaille avec elles ! ". Les femmes ont été très fortes ; nous les avons soutenues juridiquement et politiquement. J'ai amené José Bové là-bas, à Plachimada, quand il est venu pour le Forum Social Mondial. Parce que ce mouvement était tellement important qu'il avait besoin d'être connu du monde entier ; d'obtenir le soutien et la solidarité de tous les citoyens du monde.

L'usine a été fermée, la procédure est toujours en cours devant la Cour suprême indienne. Mais les femmes savent que, quel que soit le jugement, le peuple a déjà rendu le sien : Coca-Cola n'a pas le droit de pomper 1,5 million de litres d'eau par jour sans l'autorisation de la communauté locale - qui, selon la Constitution indienne, est l'autorité compétente pour prendre des décisions sur les questions d'eau. Coca-Cola n'a pas le droit de polluer l'eau. Coca-Cola n'a pas le droit d'obliger les femmes à marcher plusieurs kilomètres, chaque jour, pour aller chercher de l'eau potable. Ce qui s'oppose, c'est bien le droit de Coca-Cola à faire des profits contre le droit du peuple à l'eau... Il s'agit de l'une des premières victoires totales remportées par des citoyens. Et un mouvement de solidarité s'est propagé à travers tout le pays, qui soutient les recherches et les différentes campagnes... Nous avons ainsi identifié les endroits où d'autres usines de Coca-Cola sont installées : nous avons constaté que les problèmes sont à chaque fois identiques. Nous sommes actuellement en train de former les communautés, en les amenant à Plachimada, ou en faisant intervenir les femmes de Plachimada dans les différentes usines, pour dire " vous aussi pouvez défendre votre droit à l'eau, vous aussi pouvez défendre votre démocratie de l'eau ! ". Cette année, nous allons organiser un immense blocus, dans chacune de ces usines.

Propos recueillis par Gwen Guezennec et Aurélie Vitry. Traduction A. V.

Interview réalisée par ATTAC 45 le 14 mai 2006 à Orléans, dans le cadre du procès en appel des faucheurs volontaires d'OGM.
Extrait de la Lettre d'Attac 45 n°37-38 (été 2006) :
http://www.local.attac.org/attac45/IMG/pdf/Lettre_37-38.pdf

[4] Voir « Coca-Cola nuit à la santé de l 'Inde »,

2. CARTON ROUGE POUR LE G8

Qui peut sérieusement affirmer que le dernier sommet du G8, qui vient de s'achever à Saint-Pétersbourg (Russie), aura été utile ? « Sans avancée notable », ce « G8 sans ampleur » (dixit la presse) est momentanément impuissant et disqualifié.

Proche-Orient ? Personne ne croit une seconde que les incantations du G8 sur un Liban en proie aux représailles militaires d'Israël seront suivies d'effets.

Energie ? Le jour de l'ouverture du G8, l'Iran a annoncé qu'il refusait de suspendre l'enrichissement de l'uranium. Suite aux récentes interruptions dans les livraisons de gaz russe et aux obstacles mis aux sociétés transnationales pour investir en Russie, le G8 a voulu « promouvoir des marchés de l'énergie ouverts et transparents », conformément à la Charte européenne de l'énergie. Mais la Russie a refusé de la ratifier, protégeant le monopole de Gazprom. Le G8 s'est inquiété du cours élevé du pétrole, mais le jour de la clôture du G8 a vu le pétrole atteindre son cours le plus haut à Londres…

Commerce ? Les négociations du cycle de Doha au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont en panne. Le G8, accompagné par les présidents de quelques pays émergents (Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Mexique), a décidé de se donner un délai d'un mois pour trouver les bases d'un accord qui fait - heureusement – défaut depuis 2001.
Heureusement, car un tel accord serait très néfaste : libéralisation accrue de l'économie mondiale, ouverture des marchés la plus large possible, dépouillant les Etats d'un maximum de prérogatives au profit des entreprises multinationales souvent basées dans des pays du G8. De plus, les Etats-Unis n'ont pas encore signé l'accord avec la Russie qui ouvrirait la voie à son adhésion à l'OMC.

Dette ? Le sommet 2005 du G8, à Gleneagles (Ecosse), avait fait grand bruit par l'annonce d'une initiative « historique » d'annulation de la dette de certains pays pauvres envers la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement. Cette mesure ne fait plus illusion désormais : un an plus tard, la liste des pays concernés comporte seulement 19 noms (sur 165 pays dits « en développement »). Au final, elle va déboucher sur une réduction des remboursements de dette inférieure à 50 milliards de dollars sur les 40 prochaines années pour ces 19 pays. Les sommes libérées chaque année, légèrement supérieures à 1 milliard de dollars, sont ridicules face aux dépenses militaires mondiales des seuls pays du G8 (plus de 800 milliards de dollars par an). Surtout cet allégement est obtenu après un processus de plusieurs années qui permet au FMI et à la Banque mondiale d'imposer des réformes drastiques : libéralisation économique, privatisations, réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base… Pour les 19 pays concernés, la situation a continué de se dégrader : les allégements consentis n'ont même pas réussi à contrecarrer la hausse du prix du pétrole, durement ressentie par les populations du Sud, même dans certains pays producteurs de pétrole comme le Congo-Brazzaville.

Sur tous ces points, l'instance profondément illégitime qu'est le G8 a signé un échec cuisant. Héritier des rapports de force des années 1970, le G8 a actuellement perdu la main. Mal en point, il avait fait le vide autour de lui en éloignant et en réprimant les mouvements sociaux qui voulaient se faire entendre… Mais c'est toute sa logique qui prend l'eau.
De nouveaux acteurs ont émergé, les rapports de force se modifient.

Grâce aux exportations de matières premières dont les cours ont connu une hausse importante ces deux dernières années, les réserves en monnaies fortes (dollars, euros notamment) des pays en développement atteignent des sommets : plus de 2100 milliards de dollars, dont 925 milliards de dollars pour la seule Chine. C'est très supérieur aux réserves de change des Etats-Unis et de l'Union européenne réunies. Constitués pour partie de bons du Trésor des Etats-Unis ou de pays européens, ces réserves peuvent changer durablement la donne. Aujourd'hui, le Sud est prêteur net pour les pays développés et aurait tout à fait la possibilité de rompre avec les diktats du G8. Encore faut-il que les dirigeants du Sud aient la volonté de s'opposer à ces exigences, ce qui est loin d'être le cas. Seule l'action des citoyens du Sud peut mener leurs gouvernants dans la bonne direction.

Posons les bases d'une logique très différente. Les pays en développement devraient quitter le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, les rendant dès lors caduques. Ces pays pourraient mettre en commun la moitié de leurs réserves de change pour construire de nouvelles institutions centrées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, ce qui n'est pas le cas des institutions actuelles. La dette extérieure des pays en développement est plus élevée que jamais : 2800 milliards de dollars . Elle organise la poursuite d'une domination qui rend impossible toute forme de développement juste et durable. Les citoyens du Sud ont été forcés de rembourser plusieurs fois une dette largement odieuse, contractée par des gouvernements qui ne les ont jamais consultés. Les pays en développement devraient constituer un front pour le non paiement de la dette.

Il faut vite s'engager sur cette autre voie, sinon le G8 finira par reprendre la main. Comment ? Une nouvelle crise de la dette, avec des taux d'intérêt en hausse et des cours des matières premières qui peuvent se retourner brutalement, comme à la fin des années 1970 ? Une dépendance par rapport aux céréales exportées par les pays du Nord ? Les grandes sociétés agro-alimentaires ont réduit délibérément les surfaces destinées aux céréales pour faire monter les prix. Or, sur recommandation de la Banque mondiale et du FMI, les pays du Sud ont remplacé progressivement leur production céréalière par des productions d'exportation (café, cacao, coton, bananes…). Verra-t-on dans l'avenir des famines programmées à partir du Nord, alors que les remises de dette concédées d'une main par les organismes multilatéraux sont reprises de l'autre par les sociétés agro-exportatrices du Nord ?

Le G8 défend depuis trois décennies un modèle économique structurellement générateur de dette, de pauvreté, d'inégalités, de corruption, y compris au Nord. Le FMI ne vient-il pas d'estimer que la France devrait accroître l'écart entre le salaire minimum et le salaire médian, et que « l'écart entre les revenus de l'inactivité et le salaire minimum doit être augmenté pour mieux récompenser le retour au travail » ? C'est maintenant qu'il faut adresser un carton rouge définitif à ce G8 momentanément hors du jeu international. Non pour y placer d'autres acteurs du même type, mais pour modifier radicalement la logique qu'il défend.

Damien Millet est président du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org).
Eric Toussaint est président du CADTM Belgique.

Comite pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM)
Site Web: http://www.cadtm.org

3. POUR UNE INFORMATION ET DES MEDIAS PLURALISTES

Une première session nationale des Etats généraux se tiendra le 30 septembre 2006 à la Bourse du travail de Saint-Denis. Son objectif sera de dresser un état des lieux et de présenter des propositions. Merci de vous inscrire http://www.etats-generaux-medias.org/article.php3?id_article=22

L'organisation de cette session se conformera à trois principes :

- Démocratie : pour être démocratique, une session des Etats généraux ne doit pas être transformée en gigantesque meeting réservé aux porte-parole. Les ateliers doivent prévaloir sur les sessions plénières destinées à rendre compte.

- Transversalité : l'ensemble du processus de préparation, de l'ordre du jour et du déroulement devra permettre à tous les acteurs impliqués de participer aux débats.

- Diversité : les Etats généraux ne peuvent être démocratiques qu'à la condition de faire prévaloir le consensus. Mais le consensus serait étouffant s'il devait réduire la diversité des points de vue et des propositions.

L'organisation de l'ordre du jour

- Les Etats généraux seront organisés sur une seule journée : le samedi 30 septembre
- L'ordre du jour fera prévaloir les ateliers sur les séances plénières et les séances plénières résulteront pour l'essentiel du débat des ateliers :
- 1. 9h30-10 : Séance inaugurale

- 2. 10h-12h : Ateliers
- 3. 12h -13 : Séance plénière de compte-rendu des ateliers
- 4. 13h-14h30 : Repas
- 5. 14h30-16h30 : Ateliers
- 6. 16h30-17h30 : Séance plénière de compte-rendu des ateliers.
- 7. 17h30. Adoption d'une déclaration finale

Les thèmes et les ateliers

Pour définir les principaux thèmes et ateliers des Etats Généraux, nous avons pris pour base relativement intangible le texte de l'appel qui dresse une première liste des questions à mettre en discussion « sans préjuger du résultat ».

Nous avons retenu cinq thèmes généraux qui reprennent presque toujours littéralement le texte de l'appel. Chacun de ces thèmes l'objet de deux ateliers.

1. Comment garantir les droits d'informer et les droits à l'information contre toutes les tentatives politiques et économiques de les confisquer ?

2. Comment garantir l'essor des médias associatifs, sauvegarder le potentiel non-marchand d'Internet, doter les médias à but non-lucratif du statut et des moyens dont ils sont besoin ?

3. Comment préserver et refonder le service public de l'audiovisuel ?

4. Comment garantir la diversité de l'information et de la culture, les droits et les moyens de la création ?

5. Quels droits et quelles conditions de travail pour les journalistes et, plus généralement, pour les producteurs d'information indépendants et comment les garantir ?

La présentation des dix ateliers prévus (il n'est matériellement pas envisageable d'en organiser plus) sera adoptée prochainement...
http://www.etats-generaux-medias.org/